

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 30/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE

46 ROUTE DE NESLE
BP 70007
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 29/08/2024
Code AIOT : 0005102404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. L'inspection a été annoncée le 18/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroule dans le cadre du suivi du site dans le cadre de son appartenance au Système d'Echange de Quotas d'Emissions (SEQE). En fin d'année 2023, des erreurs ont été détectées sur la déclaration des niveaux d'activité des années précédentes. L'objectif de cette inspection est de cadrer la régularisation de ces erreurs et d'analyser si d'autres non-conformités sont détectées sur cette thématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE
- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Tereos Starch & Sweeteners Europe exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas et IED. Il compte environ 300 salariés sur site.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des instruments de mesure	Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4	Demande d'action corrective	1 mois
13	Déclaration des Niveaux d'activité	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Soumission au SEQE	Règlement européen du 13/10/2003, article 4	Sans objet
3	Calcul du rendement	Code de l'environnement du 28/07/2020, article R224-21	Sans objet
4	Appareils équipants les chaudières	Code de l'environnement du 30/07/2020, article R224-26	Sans objet
5	Rendement caractéristique	Code de l'environnement du 23/03/2007, article R224-28	Sans objet
6	Recommandations des vérificateurs	Règlement européen du 19/12/2018, article 9	Sans objet
7	Procédures annexes	Règlement européen du 19/12/2018, article 11.1	Sans objet
8	PdS - Approbation	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 4	Sans objet
9	PdS – Coefficients OMINEA	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	PdS – Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 9	Sans objet
11	PdS – Vérification de la déclaration	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 10	Sans objet
12	PMS – Approbation	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déclarations ALC des niveaux d'activité du site sont erronés depuis plusieurs années. Cela peut avoir un impact potentiel sur la quantité de quotas alloués gratuitement à l'exploitant dans le cadre du SEQE. L'exploitant doit donc corriger ses données afin de régulariser la situation. D'autre part, le suivi métrologique des instruments de mesure n'est pas exhaustif. L'exploitant doit y intégrer la totalité des équipements utilisés pour l'acquisition des données déclarées dans le cadre du SEQE, qu'il s'agisse des instruments principaux ou de ceux utilisés dans le cadre d'une lacune de données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Soumission au SEQE

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/10/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Puissance des installations de combustion
Prescription contrôlée : Les États membres veillent à ce que, à partir du 1er janvier 2005, aucune installation ne se livre à une activité visée à l'annexe I entraînant des émissions spécifiées en relation avec cette activité, à moins que son exploitant ne détienne une autorisation délivrée par une autorité compétente conformément aux articles 5 et 6, ou que l'installation ne soit temporairement exclue du système communautaire conformément à l'article 27.
Constats : Tereos Starch & Sweeteners Europe est intégré au SEQE depuis le 1er janvier 2005. La puissance calorifique totale de ses installations de combustion est actuellement de 213 MW, supérieur au seuil de 20MW de soumission au SEQE. Il dispose d'un Arrêté Préfectoral d'Autorisation lui permettant d'émettre les gaz à effet de serre inhérent à son activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des instruments de mesure

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4

Thème(s) : Risques chroniques, Métrologie des instruments
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p> <p>Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.</p> <p>Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un inventaire de l'ensemble des équipements de mesure nécessaires au suivi des émissions et des niveaux d'activité relatifs au SEQE. Cet inventaire permet notamment de suivre la date de dernière vérification, la périodicité de contrôle et la date limite pour la réalisation du prochain contrôle.</p> <p>Néanmoins, certains équipements sont listés comme "non-critiques" par l'exploitant et ne bénéficient pas d'une vérification régulière. A ce titre, aucune périodicité de contrôle ne leur est affectée, ce qui est contraire à l'article 11.4 du règlement européen 2019/331.</p> <p>Pour rappel, les notions "d'étalonnage" et de "vérification" sont définies dans le Vocabulaire International de Métrologie (VIM), disponible sur le site internet du Bureau International des Poids et Mesures (BIPM).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble de l'équipement nécessaire au suivi des mesures indispensables au renseignement des déclarations des émissions et des niveaux d'activité fait l'objet d'un suivi régulier et est soumis à ce titre à un étalonnage, un ajustage et une vérification périodique. La périodicité propre à chaque instrument peut être définie par l'exploitant, sous réserve d'éléments de justification factuels (enjeu, dérive potentielle, incertitude de l'instrument, etc).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Calcul du rendement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/07/2020, article R224-21
Thème(s) : Risques chroniques, Rendements minimaux et équipement
Prescription contrôlée :

Sont soumises aux dispositions du présent paragraphe les chaudières d'une puissance nominale supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW, alimentées par un combustible solide, liquide ou gazeux. Sont toutefois exclues du champ d'application les chaudières dites de récupération, alimentées d'une manière habituelle par les gaz de combustion de machines thermiques.

Constats :

L'exploitant dispose sur site de 4 chaudières, dont 2 dont la puissance est comprise entre 400 kW et 20 MW :

- Chaudière Calens 1 de capacité unitaire 19,6 MW ;
- Chaudière Calens 2 de capacité unitaire 19,6 MW ;
- Chaudière Stein 3 de capacité unitaire 26 MW ;
- Chaudière Stein 4 de capacité unitaire 26 MW.

Les deux chaudières Calens 1 et 2 sont donc soumises aux articles R224-21 et suivants du code de l'environnement. D'après les points de contrôle énoncés ci-après, aucune non-conformité n'a été détectée sur ces prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Appareils équipants les chaudières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2020, article R224-26

Thème(s) : Risques chroniques, Appareils de contrôles

Prescription contrôlée :

Sous réserve des exceptions prévues à l'article R. 224-27, l'exploitant d'une chaudière doit disposer des appareils de contrôle suivants, en état de bon fonctionnement :

- 1° Un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie de la chaudière ;
- 2° Un analyseur des gaz de combustion donnant la teneur en dioxyde de carbone ou en dioxygène et, pour les chaudières d'une puissance nominale supérieure à 10 MW, permettant la mesure en continu ;
- 3° Un appareil manuel permettant de contrôler la bonne combustion en chaudière par la mesure de la teneur des fumées en monoxyde de carbone ou de l'indice de noircissement, ou par tout autre indicateur équivalent ;
- 4° Un déprimomètre indicateur pour une chaudière de puissance nominale supérieure à 400 kW et inférieure à 2 MW, enregistreur dans les autres cas ;
- 5° Un indicateur permettant d'estimer l'allure de fonctionnement, pour une chaudière dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 2 MW, un indicateur du débit de combustible ou de fluide caloporteur dans les autres cas ;
- 6° Un enregistreur de pression de vapeur, pour une chaudière de puissance nominale supérieure à 2 MW ;
- 7° Un indicateur de température du fluide caloporteur, pour une chaudière d'une puissance nominale comprise entre 400 kW et 2 MW, enregistreur dans les autres cas.

Constats :

Lors de la visite de site, il a été constaté que l'ensemble des instruments de contrôle prescrits par l'article R224-26 du code de l'environnement sont installés sur les chaudières et procèdent à des mesures en continu. Un contrôle mensuel de ces instruments est également réalisé par

l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rendement caractéristique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/03/2007, article R224-28
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination du Rendement caractéristique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement, le rendement caractéristique de la chaudière dont il a la charge.</p> <p>En outre, il doit vérifier les autres éléments permettant d'améliorer l'efficacité énergétique de celle-ci.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un fichier de suivi traçant la mesure mensuelle du rendement de chaque chaudière, permettant ainsi de satisfaire les périodicités de contrôle prescrites par l'article R224-28 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Recommandations des vérificateurs

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Amélioration continue
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants et les exploitants d'aéronefs tiennent compte des recommandations figurant dans les rapports de vérification délivrés conformément à l'article 15 de la directive 2003/87/CE pour leurs exercices ultérieurs de surveillance et de déclaration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a intégré au sein de son Plan Méthodologique PNAQ IV référencé PG11 SME (révision 6b du 05/06/2024) l'obligation de tenir compte des recommandations formulées par les vérificateurs. Ces indications sont portées au sein des parties 10 et 11 de la procédure susmentionnée.</p> <p>D'après l'analyse des déclarations des émissions et des niveaux d'activités sur les années 2020 à 2023, il n'a pas été fait mention par le vérificateur de recommandations non prises en compte d'une année sur l'autre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Procédures annexes

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Obligation générale
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance est complété par des procédures écrites que l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef établit, consigne, met en œuvre et tient à jour, selon qu'il convient, pour les activités relevant du plan de surveillance.
Constats : L'exploitant a rédigé la procédure PG11 SME relative au Plan Méthodologique PNAQ IV. La dernière version de cette procédure est la version 6b du 05/06/2024. D'après les constats faits lors de l'inspection, cette procédure est mise-à-jour régulièrement (8 mises-à-jour depuis 2021) afin de tenir compte des évolutions du site, ainsi que des recommandations des vérificateurs et des observations formulées par l'autorité compétente (DREAL des Hauts-de-France). L'exploitant a également rédigé et mis en oeuvre d'autres procédures, telles que la PG08 par exemple, afin de cadrer les activités relevant du plan de surveillance des émissions. Ces procédures sont listées au sein de ses déclarations annuelles relatives aux émissions pour assurer la traçabilité de leurs versions d'application.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PdS -Approbation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance, approuvé par l'autorité compétente, conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé. Le plan de surveillance est notifié à l'autorité compétente au sens de l'article R. 229-5-1 du code de l'environnement pour approbation, et une copie sous format électronique est transmise au service d'inspection.
Constats : L'exploitant a soumis la version 5 de son plan de surveillance référencé PDS_20240123 en date du 24 janvier 2024 sur la plateforme Démarches Simplifiées. Ce plan de surveillance a été accepté par l'administration en date du 20 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PdS – Coefficients OMINEA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions
Prescription contrôlée :

Les facteurs d'émission, les pouvoirs calorifiques inférieurs nationaux, et les facteurs d'oxydation par défaut sont définis dans la base OMINEA (https://www.citepa.org/fr/omineia/). Une liste de ces facteurs est mise à jour et publiée chaque année en décembre sur le site du ministère pour le calcul des émissions de l'année suivante.
Constats : Au sein de sa déclaration des émissions de l'année 2024 sur les émissions 2023, l'exploitant a correctement utilisé la dernière version des facteurs d'émission définis au sein de la base OMINEA, notamment pour le fioul léger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : PdS – Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant déclare ses émissions de gaz à effet de serre de l'année civile précédente conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé. A cette fin, il soumet sa déclaration, et le rapport de vérification, établi conformément à l'article 27 du règlement d'exécution (UE) 2018/2067 susvisé. Cette déclaration doit être effectuée avant le 28 février sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets. La version la plus récente du plan de surveillance approuvée par l'autorité compétente est également jointe à cette déclaration. Les déclarations sont validées par l'autorité compétente sur le site de télédéclaration et les émissions vérifiées de gaz à effet de serre de chaque installation sont transmises à l'administrateur national du registre par voie électronique par les services du ministre en charge de l'environnement pour le 31 mars. La déclaration des émissions de gaz à effet de serre est réputée validée si l'autorité compétente n'a pas formulé d'observation dans un délai de 6 mois après la date limite de déclaration.
Constats : L'exploitant a déclaré ses émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2023 sur la plateforme Gerep dans le respect des délais réglementaires. Cette déclaration a été validée par l'autorité compétente le 22/03/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PdS – Vérification de la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Surveillance des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne un vérificateur accrédité en charge de vérifier la conformité de sa

<p>déclaration des émissions de gaz à effet de serre telle que prévue à l'article 9 du présent arrêté.</p> <p>Le vérificateur accrédité vérifie la déclaration des émissions conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2067 susvisé.</p> <p>Le vérificateur valide la déclaration de l'exploitant relative aux émissions sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées afin que l'exploitant puisse soumettre sa déclaration vérifiée avant le 28 février de chaque année. La validation implique la vérification de l'ensemble des données renseignées sur le site et les fichiers déposés relatifs à la déclaration des émissions dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration des émissions a fait l'objet d'une vérification par un vérificateur accrédité en date du 21/03/2024. Ce dernier a reconnu la déclaration satisfaisante, avec remarques ne remettant pas en cause la régularité de la déclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : PMS – Approbation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – PMS – Approbation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance doit être approuvé par l'autorité compétente</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur demande de l'autorité compétente, le PMS a été mis-à-jour au début de l'année 2024 par l'exploitant. Il a été déposé sur la plateforme Démarches Simplifiées en date du 21/12/2023, puis modifié en date du 24/01/2024 suite à des demandes de compléments formulées par la DREAL. Il a ensuite été approuvé en date du 29/01/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Déclaration des Niveaux d'activité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Déclaration des niveaux d'activités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, l'exploitant déclare les niveaux d'activité de chaque sous-installation de l'année civile précédente conformément au règlement d'exécution (UE) 2019/1842 susvisé.</p> <p>A cette fin, une déclaration préliminaire des niveaux d'activité est effectuée par l'exploitant pour le 31 janvier sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées. Cette déclaration n'est pas tenue d'avoir été vérifiée par un vérificateur et peut contenir uniquement les informations sur le niveau d'activité de chaque sous-installation.</p> <p>Conformément à l'article L. 229-9 du code de l'environnement, en cas d'absence de déclaration</p>

préliminaire effectuée au 31 janvier ou en cas de déclaration d'une baisse du niveau d'activité sur une ou plusieurs sous- installations entraînant une révision à la baisse de l'allocation de quotas d'émission à titre gratuit pour l'installation, l'autorité compétente peut suspendre la délivrance des quotas d'émission à titre gratuit prévue à l'article R. 229-8 du code de l'environnement.

Les quotas trop perçus en cas de déclarations erronées devront être rendus conformément à l'article L. 229-8 du code de l'environnement.

L'exploitant soumet la déclaration des niveaux d'activité vérifiée par un vérificateur et le rapport de vérification relatif à cette déclaration, établi conformément à l'article 27 du règlement d'exécution (UE) 2018/2067 susvisé avant le 15 mars sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées. La version la plus récente du plan méthodologique de surveillance approuvée par l'autorité compétente est également jointe à cette déclaration.

En cas d'augmentation des niveaux d'activité entraînant une augmentation de l'allocation de quotas gratuits, les quotas supplémentaires seront délivrés après décision de la Commission européenne. En cas de baisse des niveaux d'activité entraînant une diminution de l'allocation de quotas gratuits, la totalité de l'allocation réduite sera délivrée après décision de la Commission européenne.

Constats :

L'exploitant a déposé chaque année sa déclaration des niveaux d'activité de l'année précédente, conformément aux délais réglementaires, pour les années 2019 à 2023. Ces déclarations ont été successivement validées par l'autorité compétente.

Néanmoins, suite à de nouveaux éléments portés à la connaissance de l'autorité compétente au second semestre 2023, il s'avère que ces déclarations antérieures sont erronées. En effet, l'exploitant déclarait jusqu'alors une production de blé transformé alors qu'il s'agit de sa matière première. Les productions correspondent en réalité à des alcools, des sirops, des polyols, etc. L'exploitant devra donc régulariser la situation en soumettant à l'autorité compétente une déclaration ALC 2024 corrigée pour les années 2019 à 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit soumettre à l'autorité compétente une déclaration ALC 2024 corrigée pour les années 2019 à 2023, ainsi qu'un HAL 2014-2018 corrigé en intégrant les nouveaux Prodcom. Ce HAL corrigé devra être établi en utilisant le fichier NIM de collecte des données 2014-2018. Au choix de l'exploitant, il est possible de transmettre un ALC 2024 corrigé, ou de réaliser la correction sur l'ALC 2025, en complément du fichier NIM2019 corrigé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois